

nistre si le registraire général exposait hier soir l'attitude ou la politique du gouvernement lorsqu'il a parlé de la possibilité d'instaurer une économie à deux paliers et de préparer un règlement s'appliquant aux grandes sociétés et un autre visant les sociétés plus petites?

M. Knowles: Quoi de neuf?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Si je comprends bien, monsieur l'Orateur, le registraire général a dit que ce sujet valait la peine d'être examiné par le gouvernement et c'est le cas. (*Applaudissements*)

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au premier ministre une question supplémentaire? Quand le premier ministre acceptera-t-il les déclarations ministérielles et quand les répudiera-t-il? Si je pose la question, c'est parce que c'est la seconde fois qu'on met cette proposition de l'avant.

Le très hon. M. Pearson: A notre avis, c'est donner à l'opinion publique l'occasion de s'exprimer sur ces sujets. (*Exclamations*)

L'HABITATION

MESURES DESTINÉES À STIMULER LES INVESTISSEMENTS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au premier ministre. Vu le succès qu'a remporté dernièrement le président Johnson des États-Unis auprès des compagnies d'assurance de son pays, les persuadant d'investir 1 milliard de dollars dans la construction d'habitations à bon marché, le premier ministre a-t-il l'intention de pressentir les compagnies d'assurance-vie du Canada dans le dessein de réaliser un objectif analogue?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est un sujet dont le ministre du Travail discutera volontiers jeudi.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, puis-je alors poser ma question au ministre du Travail?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): J'en discuterai volontiers jeudi, mais je voudrais... (*Exclamations*)

L'hon. M. Lambert: Quand finira-t-on de relancer la balle?

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Hees: Je voudrais poser une question complémentaire au premier ministre. Consentirait-il à s'entretenir avec les grandes institutions financières de notre pays afin de

[L'hon. M. Fulton.]

les persuader que leur devoir national leur commande d'investir une tranche suffisamment importante de leurs portefeuilles de placement dans l'habitation pour permettre de répondre convenablement aux besoins de notre pays dans ce domaine?

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question complémentaire au ministre du Travail. Étant donné la hausse du taux d'intérêt des prêts consentis par le gouvernement, il semble, conformément à cette formule, que le taux d'intérêt des prêts consentis en vertu de la loi nationale sur l'habitation soient haussés à compter du 1^{er} octobre. Voici ma question: Le gouvernement songe-t-il à modifier cette formule pour effectuer une révision automatique du taux d'intérêt imposé en vertu de la loi nationale sur l'habitation?

L'hon. M. Nicholson: Monsieur l'Orateur, je demanderais au député de retenir sa curiosité jusqu'à jeudi.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA POTASSE—PRÉTENDU DUMPING DE LA PART DU CANADA SUR LES MARCHÉS AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. N. Ormiston (Melville): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à notre sympathique ministre du Commerce. Est-il en mesure de renseigner la Chambre maintenant sur la situation concernant le prétendu dumping de potasse canadien sur les marchés des États-Unis? Lorsqu'on pourra obtenir le rapport de la Trésorerie des États-Unis, aurait-il l'obligeance de le communiquer à la Chambre?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, puis-je tenir cette question pour préavis et y répondre mercredi?

L'ÉNERGIE

LE COLUMBIA—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À L'ÉGARD DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. En raison du fait que l'hon. W. A. C. Bennett, premier ministre de la Colombie-Britannique, condamne publiquement le gouvernement du Canada pour négligence à payer les 12 millions dus à la Colombie-Britannique pour l'achèvement du barrage au lac Duncan avant le 31 juillet de cette année, suivant un accord conclu entre le gouverne-